

## Créteil : les élus pas tous rassurés sur l'avenir de Mondor

>[Île-de-France & Oise](#)>[Val-de-Marne](#)|Agnès Vives @Vives|18 décembre 2017, 20h51|0



Les élus du Val-de-Marne ont été reçus par Martin Hirsch, directeur général de l'AP-HP pour faire le point sur l'hôpital Mondor. DR

**Ce lundi, des parlementaires (LREM) (PS) et (LR) et le maire (PS) de Créteil étaient reçus par le directeur de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris, concernant le projet de transfert du service de transplantation hépatique.**

L'entretien a duré une heure environ. Mais de cette discussion, avec le directeur général de l'Assistance Publique, tous ne sont pas ressortis rassurés. Ce lundi, les parlementaires (LREM) Jean-François Mbaye, Frédéric Descrozaille, mais aussi la députée PS Sophie Taillé-Polian, le sénateur (LR) Christian Cambon et le maire PS de Créteil ont été reçus par Martin Hirsch pour évoquer le sort de l'hôpital Henri-Mondor et son service de transplantation hépatique.

Le mois dernier, la coordination de vigilance de l'hôpital a révélé la décision de l'AP-HP de transférer les greffes de foie à Paul-Brousse à Villejuif. Objectif : créer « un pôle

d'excellence ». Mais ce projet, selon [les défenseurs de Mondor](#), risque fortement d'affaiblir le centre hospitalo-universitaire.

« Martin Hirsch nous a assuré que ce projet n'était pas sous-tendu par la nécessité de faire des économies, souligne Christian Cambon. Maintenant nous devons attendre ce que vont dire les équipes médicales. Ce sont eux les experts. » Un groupe de travail dans chaque hôpital a été missionné pour tomber d'accord sur une organisation entre les deux services.

Sauf que pour Laurent Cathala, « pas du tout » rassuré, cet accord est « délicat » puisque dès le départ, « un déséquilibre se fait au détriment de Mondor ». « Martin Hirsch conteste la rupture dans l'offre de soins, ajoute-t-il. Mais ce n'est pas très rationnel d'avoir les actes chirurgicaux à Paul-Brousse et les soins pré et post-opératoires à Mondor. »

De son côté, Jean-François Mbaye s'est dit « rassuré puisqu'il ne s'agit pas d'une suppression et d'une fermeture du service mais d'un transfert de l'acte strictement médical ».

Christian Favier, président PCF du conseil départemental, qui « regrette » que la coordination de vigilance n'ait pas été conviée, n'a pu se rendre à la réunion, coincé en séance. Un vœu devait être adopté. Prochainement, il doit rencontrer l'Agence régionale de santé.